

**Le travail productif  
dans les services non marchands :  
un enjeu théorique et politique**

**Jean-Marie Harribey \***

*Economie appliquée, An international journal of economic analysis,*  
**Tome LVII, n° 4, décembre 2004, p. 59-96**

\* Je remercie les rapporteurs de cet article pour leurs remarques critiques approfondies qui m'ont permis de corriger certaines erreurs ou approximations et de modifier certaines formulations. Je remercie également tous ceux avec qui une discussion fructueuse est née, notamment Jacques Bidet et Christophe Ramaux, au sein du séminaire MATISSE-Université Paris I. Je reste seul responsable des lacunes qui subsisteraient.

Ce texte est une version remaniée de celle qui fut publiée dans la série Document de travail du Centre d'Economie du Développement de l'Université Bordeaux IV, n° 91, 2004, sous le titre « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique pour le développement ».

## Résumé

### **Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique**

Dans le contexte de délégitimation dont sont victimes les dépenses publiques pour cause de mondialisation de l'économie, le présent texte propose une réfutation logique de l'idée selon laquelle les services non marchands seraient financés par un prélèvement effectué sur une base existant préalablement. Il s'écarte donc tant de la vision libérale que de la vision marxiste traditionnelle, l'une expliquant que les prélèvements obligatoires se font au prix d'une ponction sur l'activité privée, l'autre sur une part de la plus-value produite dans le secteur marchand. En partant d'une définition du travail productif en relation avec les rapports sociaux et d'une généralisation de la notion keynésienne d'anticipation, il s'agit de montrer que les services publics non marchands ont une valeur monétaire non marchande qui n'est pas ponctionnée et détournée mais qui est *produite*. Le travail effectué au sein des services publics ne s'échange pas contre du capital (il n'est donc pas productif de capital au sens de Marx), il ne s'échange pas non plus contre du revenu prélevé (comme Smith l'indiquait à propos de l'emploi de domestiques par la classe bourgeoise), mais il s'échange contre du revenu qui est produit à la suite d'une décision collective anticipant l'existence de besoins collectifs. En somme, c'est la dépense publique qui contribue à engendrer l'impôt via le revenu que l'activité publique crée et non l'inverse. Nous en déduisons une nouvelle conception de la richesse sociale.

Mots-clés : travail productif, prélèvements, intervention de l'Etat, Marx, Keynes.

## Abstract

### **The Productive Work in the Non-saleable Services : a Theoretical and Political Stake**

As globalization has brought increasing discredit on public expenses, this paper proposes a logical refutation of the idea that non-saleable services should be financed by levy of already existing activities. As such, it diverges from liberalism according to which compulsory levies are charged on private activities. It also differs from classical marxist theory for which taxation is partly based on the surplus-value generated in the private sector. Starting from a social definition of productive work coupled with a generalization of the keynesian conception of anticipation, we try to show that non-saleable services have a non-saleable monetary value which is not extracted from the private sector and redirected to the

public sector but produced by the latter. Work done in non-saleable services is not exchanged for capital (in Marx's opinion it does not create capital), nor is it exchanged for levied income (as were the servants of the ruling classes, according to Smith). Instead, it is exchanged for income that is produced following a collective decision on the anticipation of collective needs. In short, public expenses are the ones which contribute to engender taxation thanks to the income created by public activity, and not the reverse. We deduce a new conception of social wealth.

Keys-words : productive work, levies, public intervention, Marx, Keynes.

L'une des manifestations les plus importantes du passage à une phase du capitalisme où s'exerce pleinement la domination de la finance mondiale est que, depuis vingt ans, s'est progressivement imposée l'idée selon laquelle l'implication de l'Etat et des collectivités publiques dans l'économie aurait atteint un niveau trop élevé, au point de faire franchir aux « prélèvements obligatoires » un seuil insupportable. Insupportable pour les individus et les entreprises qui s'en acquittent. Et insupportable pour l'ensemble de l'économie qui serait pénalisée par le « détournement » vers le secteur public de ressources qui auraient été mieux employées par les agents privés s'ils avaient pu en conserver l'usage.

Le présent texte propose une réfutation logique de l'argumentation libérale pour essayer de retrouver une légitimité théorique et politique à l'activité publique non marchande. En même temps il prend certaines distances avec une vision du marxisme héritée du marxisme orthodoxe qui a au moins un point commun avec la précédente : une conception restrictive du travail productif. L'enjeu est d'importance après qu'ont été imposés depuis un quart de siècle des politiques d'austérité dans les pays riches et des plans d'ajustement structurel dans les pays pauvres, la réduction des dépenses publiques devant, soi-disant, faciliter partout un meilleur développement. Nous rappellerons et préciserons d'abord le concept de travail productif dans l'économie capitaliste. Pour cela, nous nous servirons d'un outillage théorique classique et marxien. En étendant le concept keynésien d'anticipation à l'ensemble des activités, nous montrerons ensuite que la collectivité anticipe l'existence de besoins collectifs et produit des services propres à les satisfaire. La conclusion sera que la force de travail qui en est à l'origine ne s'échange pas contre du revenu qui est prélevé mais qui est produit. Dès lors, une conception renouvelée de la richesse pourra être élaborée en même temps que le processus de marchandisation généralisée des activités humaines pourra être récusé.

## **1. Retour sur le travail productif**

Le concept de travail productif n'a de sens qu'en relation aux rapports sociaux existants. Il renvoie à la distinction établie par Karl Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste. Il permet ensuite de reconsidérer la façon dont certains courants de la pensée économique ont perpétué une certaine tradition issue d'Adam Smith au sujet de la production matérielle et de la production immatérielle.

### **1.1. Définition des catégories**

L'économie capitaliste se présente comme un ensemble complexe (schéma 1) où domine la production de marchandises possédant un double caractère (valeur d'usage et valeur d'échange)<sup>1</sup> mais où subsistent des formes de production non capitaliste, voire non monétaire. Toute production est au moins une production de valeurs d'usage constituant une richesse<sup>2</sup>. La plupart de celles-ci prennent la forme monétaire. D'autres ne la prennent pas, par exemple les productions domestiques faites par soi et pour soi, ou celles qui résultent d'activités associatives réalisées dans le cadre du bénévolat ; on peut même faire mention des valeurs d'usage immatérielles, telles que le lien social et la solidarité, qui découlent souvent des précédentes. Parmi les valeurs monétaires, les unes sont des valeurs d'échange, les autres représentent des valeurs monétaires non marchandes, telles que les services non marchands produits par les administrations. Enfin parmi les valeurs d'échange, la plupart correspondent à une production capitaliste de plus-value par le travail salarié, tandis qu'une minorité est le résultat du travail indépendant ne produisant pas de plus-value appropriée par un capitaliste.

Au sein de l'économie capitaliste, seule la production de valeurs d'échange marchandes par le travail salarié aboutit à une production de plus-value permettant d'accumuler privativement du capital, si l'on fait abstraction de la petite accumulation que peut réaliser le travail indépendant. C'est en ce sens qu'il faut entendre la définition du travail productif par Marx : dans le mode production capitaliste pur, seul le travail salarié est productif de valeur venant grossir le capital, c'est-à-dire, en un mot, seul ce travail est productif de capital. « N'est productif que le travail qui produit du capital » en déduit Marx [1968-b, p. 242]. On aurait tort de prendre cette définition du *travail productif de capital* pour une définition du *travail productif en soi*, indépendamment des rapports sociaux dans lesquels il s'effectue. Marx lui-même nous avertit du problème : « L'esprit borné du bourgeois confère un caractère absolu à la forme capitaliste de la production et la considère comme son unique forme naturelle. Il confond donc volontiers la question du travail productif et du travailleur productif, telle qu'elle se pose du point de vue du capital, avec la question du travail productif en général. » [Marx, 1968-c, p. 388] Encore faut-il ajouter que le concept s'inscrit dans une vision collective du procès de travail : « A partir du moment, cependant, où le produit individuel est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très divers, de près ou

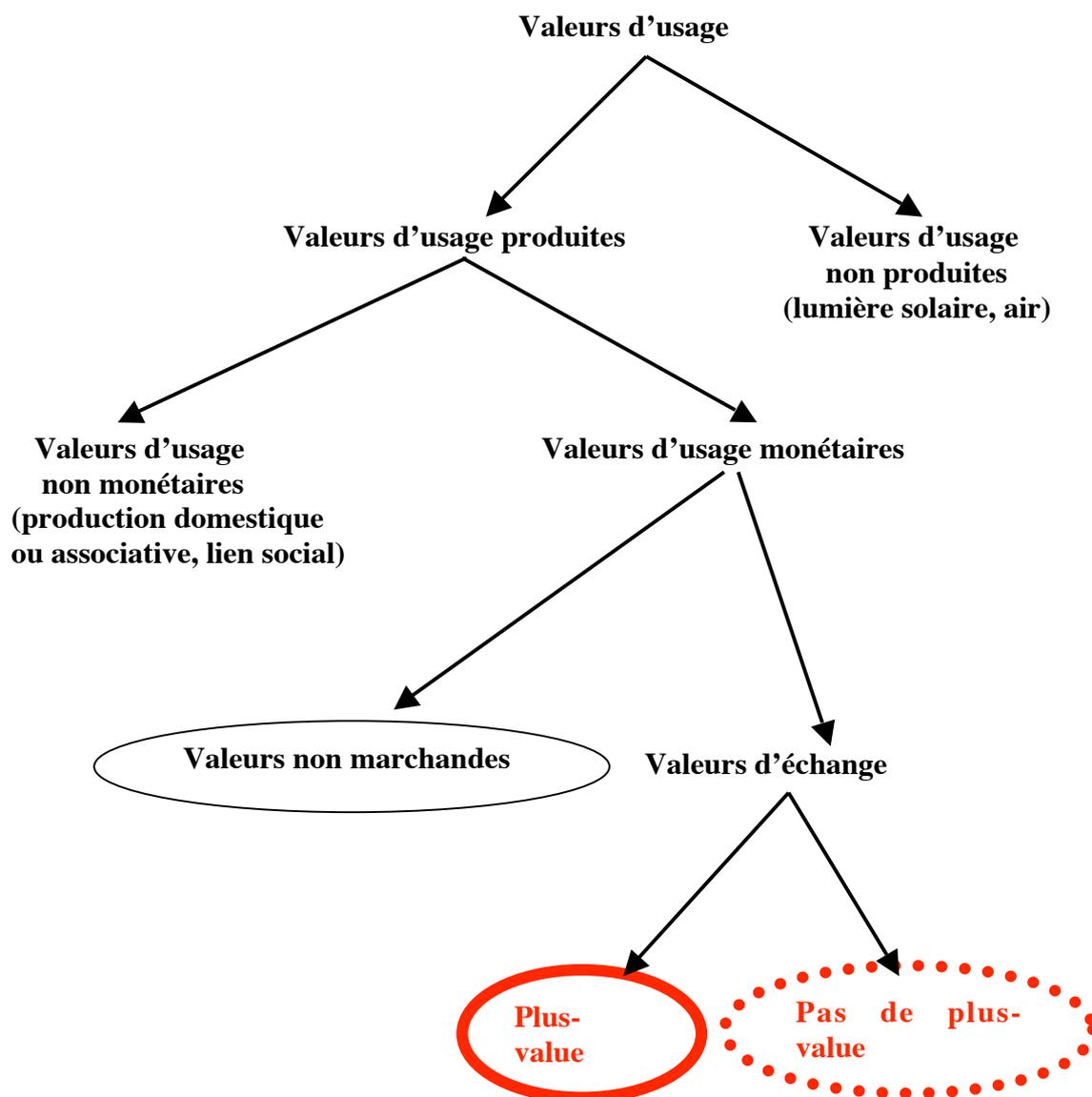
---

<sup>1</sup> . Le double caractère de la marchandise renvoie au double caractère du travail : concret et abstrait [Marx, 1965-a, Chapitre I].

<sup>2</sup> . Sauf mention contraire, nous considérerons par la suite comme synonymes valeur d'usage et richesse.

de loin, ou même pas du tout, les déterminations de *travail productif*, de *travailleur productif*, s'élargissent nécessairement. Pour être productif, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre ; il suffit d'être un organe du travailleur collectif ou d'en remplir une fonction quelconque. La détermination primitive du travail collectif, née de la nature même de la production matérielle, reste toujours vraie par rapport au travailleur collectif, considéré comme une seule personne, mais elle ne s'applique plus à chacun de ses membres pris à part. » Marx [1965-a, p. 1001-1002].

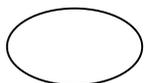
## Schéma 1



## Légende



Travail productif de capital avec ou sans plus-value



Travail productif de valeurs d'usage monétaires sans valeur d'échange

On peut exprimer le procès de travail en général par les trois premières propositions logiques suivantes (l'expression à droite du signe  $\Rightarrow$  étant la condition nécessaire mais non suffisante de l'expression à gauche de ce signe) :

- 1) travail productif  $\Rightarrow$  valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage non produites par l'homme) ;
- 2) valeur d'échange  $\Rightarrow$  valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage sans valeur d'échange) ;
- 3) valeur d'échange  $\Rightarrow$  travail productif (car il existe du travail productif qui ne produit pas de valeur d'échange) ;
- 4) les trois propositions peuvent être rassemblées : valeur d'échange  $\Rightarrow$  travail productif  $\Rightarrow$  valeur d'usage.

En revanche, le procès de travail capitaliste pur modifie les relations précédentes :

- 5) travail productif (de capital)  $\Rightarrow$  valeur d'usage (car il existe des valeurs d'usage sans qu'elles ne proviennent d'un travail productif de capital) ;
- 6) travail productif (de capital)  $\Leftrightarrow$  plus-value  $\Rightarrow$  valeur d'échange (car, d'une part, il y a travail productif de capital si et seulement s'il y a production de plus-value, et, d'autre part, la plus-value suppose un cadre marchand sans que la réciproque ne soit vraie)<sup>3</sup> ;
- 7) les propositions 5 et 6 peuvent être rassemblées : travail productif (de capital)  $\Leftrightarrow$  plus-value  $\Rightarrow$  valeur d'échange  $\Rightarrow$  valeur d'usage.<sup>4</sup>

Il faut noter que, selon Marx, tout le travail s'échangeant contre du capital n'est pas productif de capital : seul le travail s'échangeant contre du capital investi dans la sphère de la production est productif de valeur pour celui-ci ; le travail s'échangeant contre du capital de la sphère de circulation ne l'étant pas<sup>5</sup>. Enfin, il s'agira dans la suite de cet article de montrer comment la production de valeurs d'usage dans le cadre des services non marchands vient

---

<sup>3</sup> . Michel Herland [1977, p. 126] estime que Marx a tort de laisser entendre que « la création de valeur d'échange [est] une condition nécessaire et *suffisante* pour rendre un travail productif ». Marx a raison si l'on raisonne sur le travail productif de capital ; et il aurait tort si l'on parlait de travail productif en général car, en effet, il existe des cas de production de valeur d'échange sans plus-value extraite de force de travail salariée, comme la production marchande des travailleurs indépendants.

<sup>4</sup> . Rappelons que pour Say et plus tard les néo-classiques, valeur d'échange  $\Leftrightarrow$  valeur d'usage (soit une identité entre les deux concepts), alors que d'Aristote à Marx en passant par Smith et Ricardo, valeur d'échange  $\Rightarrow$  valeur d'usage.

<sup>5</sup> . Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin.

complexifier la dichotomie établie par Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste : notre hypothèse est que le caractère non marchand de ces services les placerait dans le champ du procès de travail en général producteur de valeurs d'usage sans valeur marchande, mais le statut salarial de la force de travail qui y est utilisée le rapprocherait de celui en vigueur au sein du procès de travail capitaliste, d'où cette forme hybride que nous verrons dans la troisième partie.

### ***1.2. Productions matérielle et immatérielle***

Il convient à notre sens de s'écarter de la position définie par Smith [1991, tome 1, p. 417 et suiv.] et que Marx<sup>6</sup> a semble-t-il reprise parce que, à l'époque, la production de services collectifs était quasi inexistante<sup>7</sup> et que les services fournis aux classes dominantes par les domestiques qu'elles s'attachaient n'engendraient évidemment aucun capital nouveau. Bien entendu, la rémunération de la domesticité est une dépense d'une partie du revenu (un « prélèvement ») de la classe dominante. Mais l'erreur serait de déduire du raisonnement de Smith qu'il s'agit d'un prélèvement stérile de quoi que ce soit. C'est un prélèvement stérile pour le capital puisqu'il aurait mieux valu pour celui-ci embaucher un salarié de plus dans l'industrie capitaliste pour produire des marchandises vendables sur le marché plutôt que de payer des domestiques à faire le ménage. Mais, d'une part, il n'est pas stérile de valeurs

---

<sup>6</sup> . Dans les *Principes d'une critique de l'économie politique (Grundrisse...)*, Marx [1968-b, p. 242] reprend l'exemple de Senior à propos du fabricant de pianos et du pianiste : « Le fabricant de pianos reproduit du capital ; le pianiste ne fait qu'échanger son travail contre un revenu. » Telle quelle, la réponse de Marx n'est pas suffisante et dans d'autres passages, il l'affinera. Nous considérons que quatre cas de figure au sujet du pianiste sont à envisager qui correspondent à quatre modes de production abstraits. Premièrement, le musicien vient faire son récital devant son mécène et reçoit ensuite son obole des mains généreuses de son Altesse (tel fut le sort de Mozart à la cour de Vienne et de tant d'autres). C'est de ce cas dont parle Marx dans la citation ci-dessus et il le fait de manière correcte (à ceci près, comme nous le verrons plus loin, que le revenu est engendré) mais ce cas ne reflète pas le mode de production capitaliste. Deuxièmement, le musicien est un artisan qui vend son produit à sa valeur reconnue par le marché, laquelle excède la valeur de sa seule force de travail et qui lui permet d'accumuler à petite échelle du capital (c'est ce point qui sépare l'artiste artisan de l'artiste mozartien). Troisièmement, le musicien est employé comme professeur dans une école de musique privée appartenant à un capitaliste cherchant la rentabilité de son capital : le musicien est productif de capital. C'est, sans conteste, également le point de vue de Marx. Le problème théorique naît avec le quatrième cas de figure possible : le musicien est employé par l'Etat ou une collectivité quelconque qui ont décidé que tous les enfants devaient apprendre la musique en même temps que le calcul. Faut-il ranger ce musicien dans la même catégorie que Mozart ? Marx ne répond pas à cette question, mais établit pourtant la même typologie que celle proposée ici : « Une chanteuse qui chante comme un oiseau est un travailleur improductif. Lorsqu'elle vend son chant, elle est salariée ou marchande. Mais la même chanteuse, engagée pour donner des concerts et rapporter de l'argent, est un travailleur productif, car elle produit directement du capital. » [Marx, 1968-c, p. 393]. Il faut donc construire une nouvelle catégorie, celle d'un travailleur ne produisant pas du capital mais du revenu et qui a quelques points communs avec le musicien mozartien.

<sup>7</sup> . Marx [1968-c, p. 393-394, souligné par nous] écrit : « Certains travaux susceptibles d'être consommés uniquement comme services ne peuvent constituer des produits à part, transformables en marchandises autonomes ; toutefois, ils peuvent être exploités directement de manière capitaliste. *Mais, comparés à la masse de la production capitaliste, ces travaux sont quantitativement peu importants.* »

d'usage (les services produits par la domesticité), et, d'autre part, il donne lieu à un revenu supplémentaire reçu par la domesticité.

Appelons :

$V$  les salaires versés par l'industrie capitaliste,

$M$  les profits capitalistes (dont une part  $a$  est réinvestie,  $b$  est consommée,  $d$  est dépensée en services domestiques, avec  $a + b + d = 1$ ),

$Co$  et  $I$  respectivement les biens de consommation et d'investissement produits par l'industrie capitaliste<sup>8</sup>,

$W$  les salaires des domestiques,

et  $dM = W$  la proportion de la plus-value représentant la valeur des services domestiques achetés par la classe dominante à la valeur de la force de travail domestique (donc la production de services dont la valeur est  $dM$  n'incorpore pas de nouvelle plus-value).

L'erreur serait de considérer que le produit net est de :

$$Co + I = V + aM + bM + (1 - a - b)M = V + M.$$

En réalité, le produit net est de :

$$Co + I + (1 - a - b)M = Co + I + dM = V + W + M.$$

Par rapport à une situation où elle n'aurait pas de domestiques, la classe capitaliste consomme moins de biens de consommation provenant de l'industrie capitaliste qu'elle laisse disponibles pour la consommation salariale agrandie par l'embauche de domestiques non employés auparavant par le secteur capitaliste et, en revanche, elle consomme les produits du travail domestique.

Le contresens de toute l'histoire de la théorie économique fut de ne voir dans la dépense improductive de capital qu'un prélèvement (ce qui, soit dit en passant, est un truisme car toute dépense est effectivement un prélèvement sur un revenu) en ignorant que cette décision de dépense supplémentaire fait naître l'activité qui engendrera un produit et un revenu supplémentaires. Bref, c'est le domestique de Smith qui crée lui-même le revenu net additionnel qui le rémunèrera. C'est le grand mérite de Keynes d'en avoir donné la théorie qui, sur ce point, dépasse celle de Marx.

Il est crucial également de rejeter la matérialité ou l'immatérialité du produit comme critère de définition du travail productif. Marx explique : « Le fait, pour le travail, d'être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage particulière dans laquelle il se matérialise. » [Marx, 1968-c,

---

<sup>8</sup>. La consommation est symbolisée par  $Co$  pour la différencier du capital constant désigné plus loin par  $C$ .

p. 393].<sup>9</sup> Seuls doivent entrer en ligne de compte la nature du rapport social qui est noué à l'occasion de la production des biens et des services et le caractère ou non de marchandise de ces biens et services. S'il s'agit d'un travail salarié produisant des marchandises, il est productif de capital (et, dans le même temps, de revenu bien sûr). S'il s'agit d'un travail salarié produisant des services non marchands, il ne produit pas de capital. Produit-il le revenu qu'il perçoit ? Non, répondent à l'unisson le libéralisme, le marxisme traditionnel et, curieusement, certains théoriciens du capitalisme cognitif qui entendent pourtant renouveler l'analyse du travail ; tous laissent en suspens la question de savoir sur quelle base non réalisée serait prélevé le revenu versé. Au risque de heurter les doctrines dominantes, nous allons tenter de répondre positivement.

## **2. Prélèvements obligatoires et principe de la demande implicite anticipée**

Nous essaierons de montrer d'abord à quelle contradiction aboutit l'idée du financement des services non marchands par prélèvement sur le surplus dégagé *préalablement* par l'activité capitaliste, nous énoncerons ensuite le principe de la demande implicite anticipée que nous opposons à l'idée précédente et tenterons d'en donner enfin une justification.

### **2.1. La contradiction des raisonnements libéral et marxiste traditionnel**

Schématisons l'économie capitaliste de la manière suivante. On suppose que les forces productives sont partagées entre un secteur marchand capitaliste produisant des biens de production et des biens de consommation et un secteur non marchand produisant des services collectifs. Admettons pour l'instant la présentation habituelle : en termes libéraux, l'Etat

---

<sup>9</sup> . Au contraire, Nicos Poulantzas réintroduisait le critère de la matérialité quand il écrivait [1974, p. 219] : « On dira ainsi qu'est travail productif, dans le mode de production capitaliste, celui qui produit de la plus-value *en* reproduisant directement les *éléments matériels* qui servent de *substrat* au rapport d'exploitation : *celui donc qui intervient directement dans la production matérielle en produisant des valeurs d'usage qui augmentent les richesses matérielles.* » Nous nous écartons également de la position autrefois défendue par Jean-Claude Delaunay et Jean Gadrey [1979, p. 435] : « Il n'y a de valeur que cristallisée dans un produit matériel [...] Le travail de prestations de services n'est pas, dans les rapports capitalistes de production, créateur de valeur nouvelle. » Si l'on revient un instant à Smith, on s'aperçoit que pour distinguer le travail productif de l'ouvrier et celui improductif à ses yeux du domestique, il mélange deux critères comme s'ils étaient en toute circonstance assimilables : la possibilité de récupérer sur le marché la valeur d'échange (ce que Herland [1977, p.117] appelle le critère de création de la valeur) et celle de la durée liée elle-même à la matérialité (Herland [1977, p.117] l'appelle critère de conservation de la valeur). « Le travail de quelques unes des classes les plus respectables de la société, de même que celui des domestiques, ne produit aucune valeur ; il ne se fixe ni ne se réalise sur aucun objet ou chose qui *puisse se vendre*, qui *subsiste après la cessation du travail* et qui puisse servir à procurer par la suite une pareille quantité de travail. » [Smith, 1991, tome 1, p. 418, souligné par nous].

prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives<sup>10</sup> ; en termes marxistes orthodoxes, il prélève une part de la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur capitaliste. Pour qu'une part de la plus-value soit prélevée, il faut au préalable que la plus-value dans son ensemble ait été réalisée, c'est-à-dire qu'elle ait déjà revêtu la forme du profit monétaire.

Or, on sait que le profit monétaire n'est pas possible macroéconomiquement sur la seule base des avances monétaires des capitalistes. Cette contradiction n'est résolue que par l'existence d'un système bancaire qui, grâce à la création monétaire, fait l'avance du profit au système productif capitaliste permettant la réalisation de la plus-value sur le plan macroéconomique et, ainsi, l'accumulation du capital.<sup>11</sup> On retrouve dans ce qui précède une idée commune à Marx [1968-a], Luxemburg [1972], Kalecki [1966, 1971] et Keynes [1969]. Sans qu'il reliât le profit à la plus-value, Schumpeter [1934] voyait également dans la création monétaire la condition de l'expansion économique. On peut montrer en effet que la reproduction élargie de période en période a lieu si la création de monnaie de banque centrale est supérieure à la thésaurisation des ménages. Dans le cas où il n'y aurait pas de création de monnaie centrale, pour qu'il y ait tout de même accumulation et reproduction élargie, les ménages devraient déthésauriser, ce qui équivaldrait à une réintroduction de monnaie dans le circuit, monnaie qui en avait été soustraite.<sup>12</sup> Alain Barrère [1990, p. 28, souligné par l'auteur] énonçait ainsi ce qu'il appelait une règle du circuit : « *Le circuit est un processus circulatoire de flux de liquidités monétaires itératifs, qui peuvent se muer en d'autres formes monétaires mais ne peuvent engendrer de nouvelles richesses liquides. (...) Ce qui signifie qu'en fin de circuit on ne peut trouver plus de richesse qu'il n'en a été introduit en un point quelconque de l'itinéraire. On ne peut donc découvrir, au terme du circuit, un profit monétaire, dont le montant n'aurait pas été intégré, sous une autre forme-monnaie, en un point quelconque du*

---

<sup>10</sup> . Cette assertion théorique trouve écho dans le monde des entreprises ; ainsi Denis Gautier-Sauvagnac [2004, souligné par nous] écrit-il : « Peu de gouvernements ou de syndicats s'interrogent sur cette exception française qui met près du tiers des salariés à l'abri de toute concurrence dans un monde où elle règne en maître, *en priant les deux autres tiers de créer avec leurs entreprises les ressources nécessaires à la satisfaction de l'ensemble de nos besoins individuels et collectifs.* »

<sup>11</sup> . Sur ce point, voir Harribey [1998-b et 2000].

<sup>12</sup> . Sur ce point, voir Michel Zerbato [1989] et Harribey [2000]. Herland [1991, p. 67] propose une solution au problème de la réalisation des profits. Il construit un schéma où les entreprises font produire 1000 à des salariés qu'elles paient 800. Ceux-ci achètent 800. Le stock de 200, correspondant au profit potentiel de 20% n'est pas vendu. Pour y parvenir, les entreprises distribuent aux capitalistes 20% des 800 déjà encaissés, soit 160 qui servent aux capitalistes à acheter. Puis, par un processus en chaîne, les entreprises distribuent de nouveau 20% des 160, etc., jusqu'à ce que, à la fin du processus, 200 de profits aient été réalisés. Au total, les capitalistes ont récupéré les 800 d'avances et ont réalisé 200 de profits. Cette réalisation s'est-elle faite sans système bancaire créateur de monnaie ? En apparence, oui. En réalité, les capitalistes ont accepté de ne pas récupérer immédiatement la totalité de leurs avances et se sont comportés comme des banquiers en faisant crédit aux entreprises. Peut-être même, y avait-il de vrais banquiers au milieu d'eux...

processus circulatoire. » Pour notre part, nous pensons qu'il y a un corollaire à cette règle que nous formulons ainsi : *aucune forme de monnaie, à prix fixés, ne peut être introduite en un point quelconque du circuit si elle ne correspond pas à une production réalisée ou anticipée, c'est-à-dire à une valeur ou à une valeur pré-validée, ou encore à du travail social déjà reconnu utile ou dont la reconnaissance est anticipée.*

Dès lors, le système bancaire, voire les rentiers potentiels, anticipant la production et la réalisation de la plus-value anticiperaient du même coup la part qui pourrait être prélevée par l'Etat. Cependant, cette solution, qui permettrait simultanément le profit et la reproduction élargie du système capitaliste, ne résout pas la contradiction propre aux « prélèvements » pour d'autres raisons d'ordre logique.

En effet, on remarquera que, dans la problématique du prélèvement de quelque chose existant préalablement, la valeur ajoutée nette (ou produit net) est la même qu'il n'y ait pas d'Etat ou qu'il y en ait un puisqu'il y a un simple transfert de valeur de la sphère capitaliste considérée comme seule productive vers la sphère non marchande considérée comme improductive.<sup>13</sup> Ainsi, l'intervention de l'Etat n'aurait aucune action sur le produit net. On est bien en pleine problématique libérale que le théorème d'Haavelmo<sup>14</sup> visait à contredire<sup>15</sup>. Plus récemment, les théoriciens de la croissance endogène ont mis en évidence l'existence d'externalités positives engendrées par l'Etat. Cependant, l'éducation et la diffusion des connaissances dans lesquelles s'implique l'Etat sont vues comme créatrices de richesses par les externalités positives qu'elles engendrent mais non par leur apport direct indépendamment de leurs effets externes.

Un second problème d'ordre logique doit donc être résolu. Effectuons un raisonnement du type « passage à la limite » : imaginons une économie où la propriété privée des moyens de production tend à disparaître et où, en conséquence, la proportion de la propriété publique tend vers un. La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. A cette contradiction

---

<sup>13</sup> . Voir un essai de formalisation de ce point en Annexe 1.

<sup>14</sup> . Le théorème de Haavelmo [1945] montre qu'une dépense publique supplémentaire, même couverte par un impôt équivalent (donc sans variation du déficit public), est génératrice d'un supplément de revenu équivalent à la dépense supplémentaire. Ce théorème ne peut être réfuté que si l'on rejette le concept de propension marginale à consommer.

<sup>15</sup> . Sur ce point, voir Harribey [2001-a et 2001-b].

logique, il faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de revenu nouveau.<sup>16</sup>

Cependant, il faut encore distinguer, dans ce cas où la production est totalement publique, la part marchande et celle non marchande, cette dernière pouvant être considérée, selon la norme habituelle, comme financée par les surplus prélevés sur la première, l'Etat accumulant ainsi du capital dont une fraction serait destinée à cet emploi. Le raisonnement à la limite doit être alors appliqué à l'évolution relative des productions marchande et non marchande. Si la collectivité décide de socialiser progressivement le financement de toute la production pour lui donner le caractère non marchand, la production marchande de plus en plus réduite ne peut être tenue pour la source de celle qui n'est pas marchande. Par ailleurs, si la distinction entre production matérielle et production immatérielle était envisagée pour faire de la première la source de la seconde, dans la mesure où l'une tend à décliner relativement à l'autre, cette considération se heurterait à la même objection que précédemment. Aussi, de manière générale, l'idée selon laquelle une part croissante de l'activité de production de valeurs d'usage est financée par une autre activité en régression relative continue est insoutenable.

Prenons l'hypothèse inverse où l'éducation serait privatisée et soumise à l'exigence de rentabilité du capital. La production pour le capital augmenterait alors que production tout court et revenu seraient inchangés, voire, dans une perspective dynamique, diminueraient à terme si les classes pauvres dont la propension marginale à consommer est plus forte se voyaient privés d'accès aux services éducatifs devenus marchands.

Une critique radicale des dits « prélèvements obligatoires » devient dès lors possible, non point pour délégitimer les services collectifs à l'instar de la doctrine libérale, mais pour critiquer celle-ci dans la mesure où l'idée même d'un prélèvement *préalable* à la production des services collectifs non marchands est une aporie, et du même coup critiquer la vision marxiste la plus couramment rencontrée.

## ***2.2. Le principe de la demande implicite anticipée***

Le principe de la demande implicite (de la population) anticipée (par l'Etat) s'inspire du concept keynésien d'anticipation et nous suggérons d'en étendre le champ d'application à

---

<sup>16</sup> . Si, outre la production socialisée, la consommation était parfaitement égale entre tous les membres de la société, il n'y aurait plus nécessité de leur distribuer des revenus. Mais cela signifierait que la société connaîtrait une forme de communisme le plus égalitaire qui puisse être : les rapports capitalistes y seraient abolis en même temps que la valeur pour le capital et notre discussion n'aurait plus d'objet.

toutes les activités. Il y a dans toute formation sociale dominée par le capitalisme deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés – la demande dite effective qui assure un certain niveau d'emploi – pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées de façon pérenne l'éducation, la sécurité, la justice et les tâches d'administration publique. L'anticipation de services non marchands et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers que l'on peut assimiler à un prix socialisé. En termes post-keynésiens, on dirait que de la monnaie reflue à son point de départ.<sup>17</sup>

On pourrait objecter que les impôts de l'année  $n$  servent à payer les dépenses publiques relatives à la production des services non marchands de l'année  $n+1$  et ainsi de suite. Mais, d'une part, il faudrait supposer une économie statique de période en période. D'autre part, cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse du type de la poule et l'œuf. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été totalement produite et, pis, qui devrait résulter en partie de ces prélèvements<sup>18</sup> ?

---

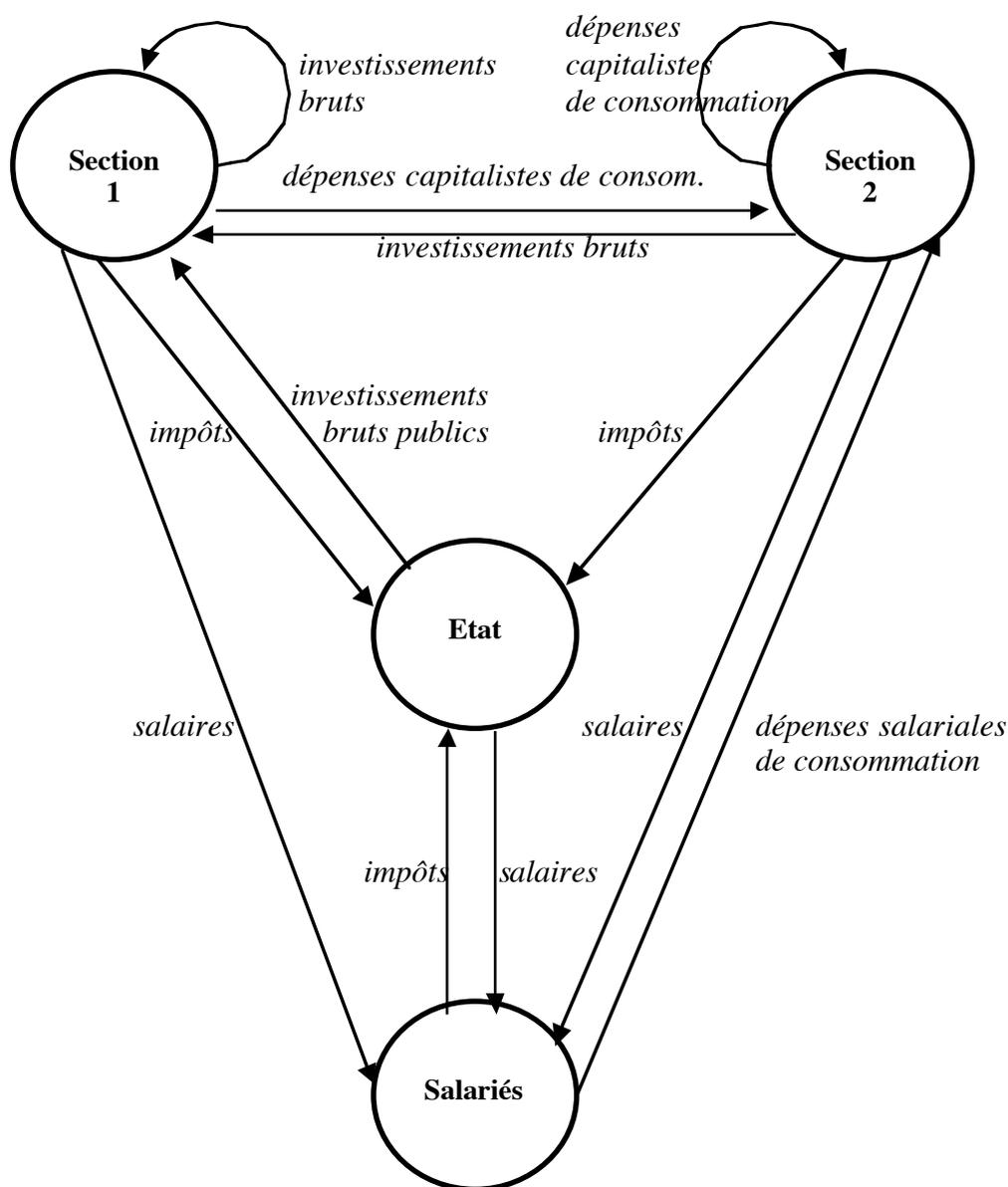
<sup>17</sup> . Toutefois, il ne semble pas qu'il y ait unanimité de points de vue au sein des théoriciens du circuit. Autant nous souscrivons à l'affirmation d'Alain Parguez [2003, p. 131-132] : « La valeur de la production collective est identique au montant des impôts qui sont le prix auquel l'Etat, monopoleur absolu, vend les biens collectifs. », autant nous restons sceptique devant celle de Hassan Bougrine et Mario Seccareccia [2003, p. 175] : « Les impôts ne peuvent donc pas logiquement payer les dépenses du secteur public. » La thèse que nous soutenons dans cet article est que les impôts ne paient pas *préalablement* les dépenses publiques mais qu'ils en sont tout de même *a posteriori* le prix global socialisé.

<sup>18</sup> . Les impôts sont prélevés sur l'ensemble des revenus, ceux issus de la production marchande et versés lors de celle-ci, et ceux issus de la production non marchande et versés lors de celle-ci.

Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Le schéma 2 montre que le système est en équilibre et peut se reproduire à condition que la création monétaire anticipe le profit capitaliste et la production publique. D'un point de vue logique, il n'est donc pas besoin que l'activité capitaliste finance préalablement les dépenses publiques. Celles-ci sont impulsées monétairement et l'équilibre des comptes publics se fait *a posteriori*. Cela n'est bien sûr en rien une sous-estimation du rôle et de la nécessité de l'impôt car celui-ci représente l'affirmation démocratique renouvelée périodiquement de la nécessité des services non marchands et en même temps le droit donné à chaque citoyen d'en user sans aucun rapport avec sa propre contribution.

## Schéma 2 : le circuit capitaliste



Le schéma 2 s'inspire de la théorie du circuit ; pour une formalisation de ce schéma, voir le schéma 4 en Annexe 2. Sur la théorie post-keynésienne et la théorie du circuit, voir Davidson [1978], Poulon [1982, 1996], Lavoie [1987], Graziani [1990], Parguez [1990], Piégay, Rochon [2003]. Pour des présentations pédagogiques de ces théories, voir Combemale, Quilès [1990], Orío, Quilès [1993], Combemale [1999], Bousseylol [2000].

On pourrait croire que l'argumentation qui précède relève d'une dynamique keynésienne habituelle liée au multiplicateur puisqu'il y a du pouvoir d'achat distribué. Celle-ci peut bien se produire mais l'argumentation fait appel à un autre registre. Trop de marxistes en sont restés à une vision de l'économie à la Ricardo et Say qui ne concevaient qu'une

économie sans monnaie, avec obligatoirement une épargne préalable pour financer les investissements. C'est le même problème ici : la plupart des marxistes croient qu'il faut qu'il y ait de la plus-value quelque part pour qu'il y ait une école publique. Pas du tout : il suffit d'une décision collective affectant une partie des capacités de travail à cela<sup>19</sup>. Alors, certes, il y aura un manque à gagner pour le capital car les forces productives mises au service de la collectivité ne pourront être utilisées pour valoriser le capital. Mais on aurait tort d'assimiler hâtivement *manque à gagner* et *prélèvement*. En outre, on est en droit de considérer qu'il n'y a point d'effet d'éviction si l'économie est en sous-emploi, s'il y a donc des capacités productives disponibles inemployées par le capital et si, comme nous le suggérons, la dynamique de la production non marchande est accompagnée d'une création monétaire.

### **3. De la force de travail qui s'échange contre du revenu produit à une nouvelle conception de la richesse**

Notre thèse est que, dans la mesure où des valeurs d'usage sont produites par les travailleurs des services non marchands, où ces valeurs d'usage sont monétaires bien que non marchandes, et où elles ont comme contrepartie les salaires versés à ces travailleurs, l'activité publique engendre du revenu.<sup>20</sup> On pourra en déduire une nouvelle conception de la richesse.

La présentation proposée bouscule tant la vision libérale dominante qu'une conception marxiste traditionnelle au sujet du travail productif, dont il n'est pas certain d'ailleurs qu'elle soit conforme à la pensée de Marx. Le paradoxe est que cette croyance marxiste orthodoxe rejoint la vision libérale : le privé finance le public ou le marchand finance le non marchand. Nous pensons que, lorsqu'on aura discuté cette idée, la légitimité de la production non marchande pourra véritablement s'épanouir. Notre proposition s'écarte également totalement de la conception qui prévalait en Union soviétique où l'on ne comptabilisait comme

---

<sup>19</sup> . Sur un registre voisin, voir Bernard Friot [2002] qui montre la possibilité de mutualiser l'investissement.

<sup>20</sup> . Lorsque nous disons que le travail dans les services non marchands produit le revenu qui va le rémunérer, nous utilisons un vocabulaire typiquement keynésien dont l'introduction dans l'appareil théorique classico-marxien ne peut pas manquer de susciter des malentendus et des réactions de rejet. La « création de revenu » doit être prise dans le sens où l'on parle, à la suite de Keynes, de la création du revenu national équivalent au produit national. Le terme de revenu ne renvoie pas ici à l'acception de Smith quand celui-ci traitait du travail du domestique s'échangeant contre du revenu. A parler de « création » de revenu, il n'y a pas le moindre danger métaphorique irrationnel comme le craint Jacques Bidet [2002]. Création, production, ajout de valeur sont strictement synonymes lorsque l'économie politique affirme que le travail « crée la valeur ». La discussion ne porte pas sur le verbe créer mais sur la valeur.

productives que les activités matérielles et où, *a fortiori*, l'on écartait du PIB les services non marchands.

### **3.1. La création de valeurs d'usage et de revenu**

Comme nous l'avons dit dans la première partie, nous considérons comme Marx que la notion de travail productif en soi n'a aucun sens. Dans l'économie capitaliste, il y a le travail productif de valeur marchande dont la plus grande partie est productif de plus-value, la partie restante correspondant aux petits producteurs indépendants dont la force de travail ne s'échange pas puisqu'ils vendent les produits finis qui leur appartiennent. Il y a aussi le travail productif de valeurs d'usage sans valeur d'échange mais auxquelles la société confère un statut monétaire par le fait que leurs producteurs perçoivent des salaires monétaires : les salariés du secteur public non marchand sont dans ce cas, et la thèse développée ici est que leur force de travail ne s'échange pas contre du capital – jusque-là, c'est l'analyse de Marx – mais contre du revenu *qui n'est pas prélevé sur une valeur préexistante mais qui est produit* – c'est le point qui se sépare de l'analyse marxiste traditionnelle –.<sup>21</sup> Notre thèse est que, contrairement à l'opinion qui prévaut habituellement, les services non marchands ne sont pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Autrement dit, c'est la décision de dépense publique qui contribue à engendrer l'impôt<sup>22</sup> via le revenu que l'activité publique crée et non l'inverse<sup>23</sup>. Encore faut-il préciser qu'il s'agit de la *dépense publique nette* d'infrastructures, d'équipements et de consommations intermédiaires, celle qui est mesurée par les salaires versés. Lorsque l'Etat finance une route, il la commande en fait à une entreprise du bâtiment et il n'y a là aucune production publique, mais simplement une production capitaliste achetée et consommée par la collectivité.

L'échange de la force de travail des salariés de la sphère non marchande contre un salaire représente donc un cas de figure qui s'écarte en partie de la figure classique de la force de travail salariée du capital.<sup>24</sup> Au sens marxien, l'Etat ne prélève ni ne réalise aucune plus-

---

<sup>21</sup> . Comme nous l'avons vu dans la première partie, il y a aussi le travail productif de valeurs d'usage non monétaires mais qui n'interfèrent pas dans l'analyse des services publics menée ici, quoiqu'il y ait un point commun important : les valeurs d'usage produites par le travail domestique sont avec l'éducation et la santé parties prenantes de la reconstitution de la force de travail salariée.

<sup>22</sup> . Une partie de l'impôt, puisque, nous l'avons vu, l'activité privée engendre elle aussi du revenu dont une fraction sera prélevée par l'impôt.

<sup>23</sup> . Cette idée n'est pas équivalente au propos plus trivial qui consisterait à dire que c'est la dépense qui crée le produit. Entre la décision et le résultat, il y a le travail.

<sup>24</sup> . Ce passage doit beaucoup au débat engagé avec Jacques Bidet au sein du séminaire MATISSE : voir Bidet [2002] ; voir aussi du même auteur [2004].

value sur la force de travail qu'il emploie pour produire des services non marchands. Dans ce cas, l'Etat ne transforme pas de l'argent en capital.<sup>25</sup> Cependant, bien que ne produisant pas de plus-value, n'effectue-t-elle pas un surtravail, auquel cas il faudrait la considérer comme exploitée ?<sup>26</sup> On peut examiner la question sous deux angles.

Premièrement, lorsque l'Etat, pour produire les services non marchands, accumule de plus en plus de capital physique, ou bien il équilibre ses comptes en prélevant des impôts supplémentaires sur les revenus tirés de l'activité privée et de l'activité publique, ou bien en diminuant ses autres dépenses que sont les salaires des fonctionnaires. Dans les deux cas, la part du surplus social consacrée à l'investissement collectif s'accroît. Derrière ce surplus, y a-t-il du surtravail et donc exploitation ? Oui si l'on considère que la valeur de la force de travail n'inclut pas la valeur des services non marchands utilisés par les travailleurs, qu'ils soient employés par les entreprises privées ou par les administrations publiques. Non si l'on considère qu'elle l'englobe.

Dans cette seconde hypothèse, il reste toutefois à considérer la situation où l'Etat diminue les salaires qu'il verse pour pouvoir accroître ses dépenses d'équipements : ainsi, la situation des fonctionnaires se détériore relativement au reste de la société. On peut alors effectuer un nouveau raisonnement du type passage à la limite. La nécessité de l'impôt s'amenuise et, pour un même travail et une même valeur d'usage produite, la valeur monétaire reconnue socialement et distribuée aux fonctionnaires diminue. A tout moment, l'égalité demeure entre le coût social net et les salaires versés. Pour autant, on ne peut en conclure que ces salariés n'effectueraient jamais aucun surtravail, même lorsque leurs salaires tendraient vers zéro.<sup>27</sup> Cette égalité toujours vérifiée vient de l'absence de rémunération du capital car

---

<sup>25</sup> . On n'envisage pas ici le cas où l'Etat emploierait des salariés pour produire des biens et services marchands, qui représenterait un cas particulier d'emploi de force de travail salariée s'échangeant contre du capital en l'occurrence public, s'intégrant dans le processus global d'accumulation, que ce soit au sein des formations capitalistes à dominante privée ou au sein des formations planifiées, que l'on qualifie ces dernières de capitalisme d'Etat ou de « socialisme ayant réellement existé ».

<sup>26</sup> . Si l'on reprend les notations logiques utilisées plus haut, la plus-value (considérée comme toujours monétaire) implique ( $\Rightarrow$ ) l'exploitation, mais pas l'inverse car il existe des formes d'exploitation dans lesquelles le surplus social est prélevé directement sous forme de surtravail ou bien en nature, sans qu'il soit vendu afin de réaliser une plus-value en capital. L'extraction de plus-value implique ( $\Rightarrow$ ) toujours un cadre marchand. L'esclavage a pu, au cours de l'histoire s'apparenter à l'une ou l'autre forme : production ou non de plus-value monétaire. Dans le premier cas, il est sûr que l'extraction de plus-value a contribué à l'accumulation capitaliste primitive : voir Marx, notamment [1965-a, Chapitres X et XXXI ; 1968-a, Chapitre XII ; 1968-d, Chapitre XXIV] ; voir aussi Yann Moulier Boutang [1998].

<sup>27</sup> . Ce raisonnement semble rappeler celui que Marx utilise pour analyser le cas des salariés du capital commercial qui selon lui sont exploités – bien que ne produisant ni valeur ni plus-value – parce qu'ils effectuent un surtravail : « Toutefois, si c'est le capitaliste qui emploie cet agent, le non paiement des deux heures [de surtravail] diminue les frais de circulation de son capital qui sont prélevés sur ses recettes. » [Marx, 1968-a, p. 571]. Cette ressemblance n'est qu'apparente car, comme nous le verrons plus loin, les salariés de la sphère de circulation du capital ne créent pas de valeurs d'usage nouvelles qui pourraient servir de « porte-valeur », alors

ces services ne sont pas des marchandises. S'ils le devenaient, les capitalistes en tireraient profit et le capital qui y serait investi participerait à la répartition du surplus social par le biais de la tendance à la péréquation du taux de profit. Toutes choses égales par ailleurs, le prix socialisé des services publics est donc inférieur à ce qu'il serait si ces services étaient privatisés et marchandisés. Qui bénéficie de ce moindre coût monétaire social ou comment se répartit-il ? Cet avantage est à distinguer des avantages que l'activité non marchande engendre du fait qu'elle existe (qualification, santé de la main d'œuvre et externalités positives de toutes sortes) et qui se manifeste quel que soit le coût monétaire social. Donc, cet avantage lié au fait que ces services non marchands coûtent moins cher va à ceux qui devraient payer davantage d'impôts si la collectivité décidait de reconnaître à un niveau monétaire plus élevé les services non marchands et de mieux rémunérer les fonctionnaires.<sup>28</sup>

### ***3.2. Valeur d'usage, valeur et statut de la monnaie***

Afin d'être cohérente, la thèse que nous développons ici doit répondre à deux autres questions. D'abord, pourquoi le raisonnement tenu à propos du travail productif des services non marchands destinés à satisfaire des besoins sociaux n'est-il pas étendu au travail employé par le capital commercial et financier que nous continuons à considérer comme du travail improductif de capital et de revenu, engagé dans la phase de circulation du capital et non dans la phase de production des marchandises et destiné à satisfaire exclusivement le besoin de reproduction du capital ? Ensuite, peut-on englober dans la même catégorie tous les services non marchands, de l'éducation à la police et l'armée ? En d'autres termes, sont-ils tous générateurs de valeurs d'usage et de revenu au sens où nous l'avons défini ?

Premièrement, pour pouvoir être créée et réalisée, la valeur doit toujours être « portée » par une valeur d'usage. La valeur d'usage est une condition nécessaire de la valeur. Marx le dit ainsi : « Les marchandises viennent au monde sous la forme de valeurs d'usage ou de

---

que les salariés des services non marchands en produisent. Herland [1977, p. 127] a sans doute raison de dire que Marx se tire d'un mauvais raisonnement logique par un « véritable tour de passe-passe ». Il n'entre pas dans notre propos de discuter ici du point de savoir comment rendre compte de l'exploitation des travailleurs de la sphère de circulation improductifs de capital. Indiquons simplement que la seule manière de sortir de l'impasse logique dénoncée par Herland est de situer l'exploitation au plan collectif et non individuel : les travailleurs improductifs de capital mais employés par lui font partie de ce que Marx appelait « travailleur collectif ».

<sup>28</sup> . Nous n'adhérons pas à la thèse reprise récemment par Jean Ferrette [2002] selon laquelle les enseignants de la fonction publique, produisant la marchandise force de travail qui produira plus tard de la plus-value, produisent eux-mêmes une plus-value. Les enseignants ont une différence avec les femmes assurant le travail domestique et un point commun. La différence est que les secondes effectuent un travail qui n'a pas de valeur monétaire socialement reconnue alors que celui des premiers a une valeur reconnue socialement. Le point commun est que ni les uns ni les autres ne produisent de plus-value, bien que participant à la (re)production de la force de travail. On a là un indice de plus montrant que la force de travail n'est pas une marchandise comme les autres [Harribey, 1997-b).

matières marchandes, telles que fer, toile, laine, etc. C'est là tout bonnement leur forme naturelle. Cependant elles ne sont marchandises que parce qu'elles sont deux choses à la fois, objets d'utilité et porte-valeur. Elles ne peuvent donc entrer dans la circulation qu'autant qu'elles se présentent sous une *double forme*, leur forme de nature et leur forme de valeur. » [Marx, 1965-a, p. 575-576]. Plus loin, il reprend : « Dans la production de l'habit, de la force humaine a été dépensée en fait sous une forme particulière. Du travail humain est donc accumulé en lui. A ce point de vue, l'habit est porte-valeur, bien qu'il ne laisse pas percer cette qualité à travers la transparence de ses fils, si râpé qu'il soit. Et dans le rapport de valeur de la toile, il ne signifie pas autre chose. Malgré son extérieur si bien boutonné, la toile a reconnu en lui une âme sœur pleine de valeur. C'est le côté platonique de l'affaire. En réalité l'habit ne peut point représenter la valeur dans ses relations extérieures sans que la valeur prenne en même temps l'aspect d'un habit. » [*ibid.*, p. 580-581].

Or le capital engagé dans la sphère de circulation et tout particulièrement dans la sphère financière, qui emploie pourtant de la force de travail salariée, n'aboutit à la production d'aucune valeur d'usage.<sup>29</sup> Sans valeur d'usage, point de porte-valeur et donc point de valeur. Les services rendus dans la phase de circulation du capital sont, il est vrai, utiles à la classe capitaliste dans son ensemble puisqu'ils permettent au système de mieux se reproduire en facilitant la rotation du capital. Mais à aucun moment ils ne sont des marchandises présentant à la fois les deux formes décrites par Marx : objets d'utilité et porte-valeur. Ils n'interviennent pas dans le procès de production des marchandises, mais ils interviennent dans le procès de reproduction du capital et leur fonction est d'aider à transformer les marchandises en capital-argent.<sup>30</sup>

---

<sup>29</sup> . Précisons que nous nous attachons à analyser la *fonction* financière pure d'un système bancaire et que nous faisons abstraction des fonctions autres, susceptibles de procurer des services de nature publique qu'il peut remplir parallèlement. La même remarque s'applique aux fonctions commerciales qui, dans la pratique, assurent à la fois la transformation de la marchandise en capital-argent et produisent la valeur d'usage spécifique de mise à disposition du consommateur de la valeur d'usage matérielle.

<sup>30</sup> . La condition nécessaire de création d'une valeur d'usage est d'ailleurs le point décisif qui fait dire à Marx que les services de transports sont productifs : « Le transport n'augmente pas la quantité de produit. S'il en modifie parfois les propriétés naturelles, ce n'est pas – à quelques exceptions près – un effet utile voulu, mais un mal inévitable. Mais la valeur d'usage des choses ne se réalise que par leur consommation, et celle-ci peut rendre nécessaire leur déplacement, donc le processus de production additionnel constituant l'industrie des transports. Le capital productif engagé dans cette industrie ajoute ainsi de la valeur aux produits transportés, soit en leur transmettant une fraction de la valeur des moyens de transport, soit en leur ajoutant de la valeur par le travail accompli dans le transport. Cette addition de valeur se décompose, comme dans toute production capitaliste, en remplacement de salaire et en plus-value. [...] D'une part, les transports forment une industrie indépendante et, par suite, une sphère d'investissement particulière du capital productif. Ce qui distingue, d'autre part, l'industrie des transports, c'est qu'elle apparaît comme la continuation d'un processus de production, au sein du processus de circulation et *en vue* de celui-ci. » [Marx, 1968-a, p. 583-584].

Ce point renvoie au statut de la monnaie dans l'économie capitaliste. La monnaie représente les rapports sociaux sur deux plans : elle est l'instrument par lequel une classe va exploiter et dominer l'autre et elle ne peut exister que par la légitimation publique qui seule lui donne la capacité d'être un pouvoir d'achat immédiat ou futur garantissant ainsi son rôle de réserve à travers le temps. Le « commerce d'argent » n'a donc que l'apparence d'un commerce de marchandise : ce commerce, où s'échange de l'argent aujourd'hui contre un peu plus d'argent demain, n'est fondé que sur la possibilité qu'il offre ensuite d'acheter des valeurs d'usage (que ce soit celle des produits ou celle de la force de travail) ou bien de posséder de la liquidité en vue d'un usage ultérieur. C'est une des manifestations du fétichisme de l'argent que d'attribuer à celui-ci le même statut qu'aux autres marchandises. L'argent n'est pas porte-valeur comme les marchandises ordinaires, il est valeur, sous entendu valeur déjà réalisée ou anticipée. Deux cas de figure sont possibles. Ou bien le crédit est accordé sur la base d'une épargne préalable dont son propriétaire ne dispose plus pendant la durée du prêt ; dans ce cas, la mise à disposition d'une valeur déjà réalisée n'est pas création d'une nouvelle valeur. Ou bien le crédit correspond à de la création monétaire ; dans ce cas, l'argent mis à disposition représente une anticipation de la valeur qui sera produite ensuite par la force de travail mobilisée grâce au prêt, et, là encore, la mise à disposition n'est pas création de valeur, à tel point que, si l'anticipation s'avérait non fondée parce que l'investisseur a failli, nulle valeur ne sortirait du processus avorté. La mise à disposition d'une valeur monétaire (déjà réalisée ou anticipée) entre les mains des capitalistes par le système bancaire ne doit donc en aucun cas être confondue ou comparée avec la fourniture de services collectifs non marchands à la population. D'un côté, il n'y a ni valeur d'usage, ni valeur, ni revenu monétaire supplémentaires produits ; on peut donc parler de prélèvement pour rémunérer les « services » financiers. De l'autre, il y a décision collective de produire simultanément des valeurs d'usage et du revenu dont il n'y aura pas la moindre part qui sera « valeur » pour l'accumulation privée.

L'articulation entre production et validation réside dans le fait monétaire. La monnaie est l'*institution sociale* sans laquelle, d'une part, la vente sur le marché de la marchandise ne pourrait avoir lieu, c'est-à-dire la valeur ne serait pas validée en même temps que l'anticipation capitaliste, et sans laquelle, d'autre part, l'anticipation et la validation conjointes des besoins collectifs ne pourraient être inaugurées. La monnaie est bien un opérateur social d'homogénéisation.

La question de la validation est une question-clé. Aussi bien pour ce qui concerne la marchandise que pour les services non marchands. Pour la première, la validation procurée

par la *réalisation* de la valeur (théorisée par Marx) est une conséquence attendue mais hypothétique de l'*anticipation* (théorisée par Keynes) ; elle n'obéit qu'à la loi du marché. La question abordée ici est celle du travail immédiatement social, c'est-à-dire validé *ex ante*.

Deuxièmement, à l'intérieur des services non marchands, on peut distinguer ceux qui constituent des valeurs d'usage entrant prioritairement dans la reproduction de la force de travail, tels les services d'éducation et de santé, et ceux dont la mission première – quoique non exclusive – est d'assurer la protection de la reproduction du capital, tels la police et l'armée. Certes, l'école est une institution qui joue un rôle important dans la reproduction de la société en classes, c'est-à-dire dans la reproduction du mode de production capitaliste. Mais il n'en reste pas moins que l'éducation entre dans la constitution de la force de travail et qu'elle est ensuite inséparable de celle-ci. Ce n'est pas autant le cas des services dont la mission est de défendre prioritairement la propriété et de réprimer les atteintes à celle-ci, et qui sont d'ailleurs les seuls services non marchands que les libéraux souhaitent conserver, ceux qui renvoient aux fonctions dites régaliennes de l'Etat. Toutefois, il faut émettre une réserve : les administrations de police, de justice, de l'armée, ne sont pas entièrement attachés à la défense exclusive de la classe dominante car pour que l'Etat soit au service d'une classe, il faut qu'il soit en partie au-dessus des classes<sup>31</sup>.

Donc, si l'on peut ainsi distinguer en partie les services non marchands par leur finalité, rien ne permet de dire que les uns seraient générateurs de valeurs d'usage et de revenu nouveau et que les autres ne le seraient pas et correspondraient à du revenu prélevé *ex ante*. Aussi, la continuité de la logique de notre raisonnement exige-t-elle de considérer que tous les travailleurs produisant les services non marchands sont improductifs de valeur pour le capital, donc improductifs de capital, mais qu'ils sont productifs de revenu.<sup>32</sup>

### **3.3. Une nouvelle conception de la richesse**

Si notre thèse est exacte, l'aversion contre les « prélèvements obligatoires » peut être grandement apaisée en même temps que le processus de marchandisation du monde est

---

<sup>31</sup> . Friedrich Engels écrivait [1971, p. 156] : « Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'"ordre"; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat. »

<sup>32</sup> . Précisons un dernier point. Lorsque Keynes préconisait de payer des travailleurs à creuser des trous puis à les reboucher, il était trop subtil pour ne pas voir qu'aucune richesse ne jaillirait de ces trous et que le pouvoir d'achat introduit était sans contrepartie réelle immédiate. Mais il misait sur la redistribution inhérente à ces mesures vers des individus à propension marginale à consommer supérieure, lançant ainsi une dynamique de croissance réelle, ce qui relève d'une autre dimension que celle que nous analysons ici.

envisagé dans sa dimension sociale et politique. La critique de la marchandise a été ouverte par Marx dès les premières pages du *Capital*. Elle repose sur la séparation entre valeur d'usage et valeur d'échange, c'est-à-dire entre richesse et valeur. Depuis Jean-Baptiste Say, la science économique laisse accroire que toute satisfaction des êtres humains ne peut provenir que de l'extension de la sphère marchande. A la racine de l'erreur libérale se trouve cette confusion récurrente entre valeur d'usage et valeur d'échange ou entre richesse et valeur.<sup>33</sup> Mais une erreur symétrique doit être évitée : celle d'une définition du travail productif dans l'absolu, indépendamment des rapports sociaux.

La thèse que nous proposons invite donc à envisager une nouvelle relation dialectique entre la valeur d'usage et la valeur. Elle permet à la fois de renouveler la critique de la marchandisation et de se démarquer de certaines thèses récentes attribuant aux économistes classiques la conception étroite de la richesse réduite au PIB<sup>34</sup>. C'est la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange qui permet la critique des agrégats économiques et on aurait tort de s'attaquer aux penseurs qui ont établi cette séparation. Nous pensons que si les formes de la richesse non monétaires ne sont pas *prises en compte*, au sens propre de l'expression, dans le PIB, c'est parce que soit elles ne peuvent appartenir que difficilement – et sans doute est-ce tant mieux – à la sphère monétaire, soit elles traduisent un choix social délibéré de les en exclure. Smith et Marx raisonnaient certes sur la production matérielle parce qu'elle était le seul exemple sous leurs yeux. Mais, selon eux, la possibilité d'un espace pour toute la richesse existait. Marx disait que les deux sources de la richesse étaient la nature et le travail<sup>35</sup>. En donnant une définition du travail productif dans l'économie capitaliste, Marx désignait le travail productif de plus-value pour le capital et non pas le travail productif en général de

---

<sup>33</sup> . Remarquons que cette confusion transpire parfois chez certains auteurs marxistes. Ainsi, on peut lire à propos des travailleurs improductifs définis auparavant comme étant ceux qui ne produisent pas du capital : « Leur seul dénominateur commun est de ne pas contribuer à la production de *richesse* et de participer néanmoins à sa distribution. » [Pierre Salama, Jacques Valier, 1973, p. 127, souligné par nous].

<sup>34</sup> . Dominique Méda [1999, 2001] et Parick Viveret [2003] dénoncent le PIB en pourfendant les fondateurs de l'économie politique auxquels ils attribuent une telle conception de la richesse. Ce reproche est-il justifié ? Certes, Méda et Viveret retrouvent l'idée selon laquelle le PIB ne prend en compte que les productions monétaires, laissant de côté les autres richesses, et intègre au contraire bon nombre de nuisances. Et Bruno Ventelou [2001, p. 119, souligné par nous] rejoint les deux auteurs précédents en disant : « Toutes les variations non "marchandes" : qualité et quantité d'air pur, qualité et quantité des relations hors marché entre "individus", sont délaissées ou sous-estimées *faute d'entrer parfaitement dans la théorie*. » Mais la distinction valeur d'usage/valeur d'échange explique parfaitement l'insuffisance des agrégats.

<sup>35</sup> . « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. » [Marx, 1965-a, p. 571]. « Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle!) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. » [Marx., 1965-b, p. 1413].

valeur d'usage. Dans son esprit, cela ne signifiait pas une approbation de cette restriction mais au contraire une critique.

Le reproche d'avoir élaboré une conception étroite de la richesse doit être adressé aux libéraux de la période post-classique qui assimilent richesse (la valeur d'usage) et valeur d'échange et qui n'accordent qu'une place réduite aux services non marchands et au patrimoine commun de l'humanité, au point que l'avenir réside en la marchandisation infinie, puisqu'à leurs yeux le bien-être est synonyme de l'élargissement permanent de la sphère marchande, confondue avec celle des valeurs d'usage.

La richesse ne se réduit pas au PIB, c'est-à-dire aux valeurs ajoutées par le secteur marchand et le secteur non marchand ; en outre, une partie de la valeur marchande est constituée de nuisances qui ne sont pas à proprement parler de la richesse. Un autre problème naît avec la partie de la richesse correspondant à la qualité du bien-être ou aux dons de la nature, les externalités que l'on peut qualifier de positives. Vouloir leur attribuer une « valeur » sans préciser qu'il s'agit d'une valeur qui ne peut être monétaire, qui se situe sur un autre plan que l'économique, celui du politique, de l'éthique et de l'esthétique, celui des « valeurs », au mieux entretient une redoutable ambiguïté, au pire constitue une grave erreur.<sup>36</sup>

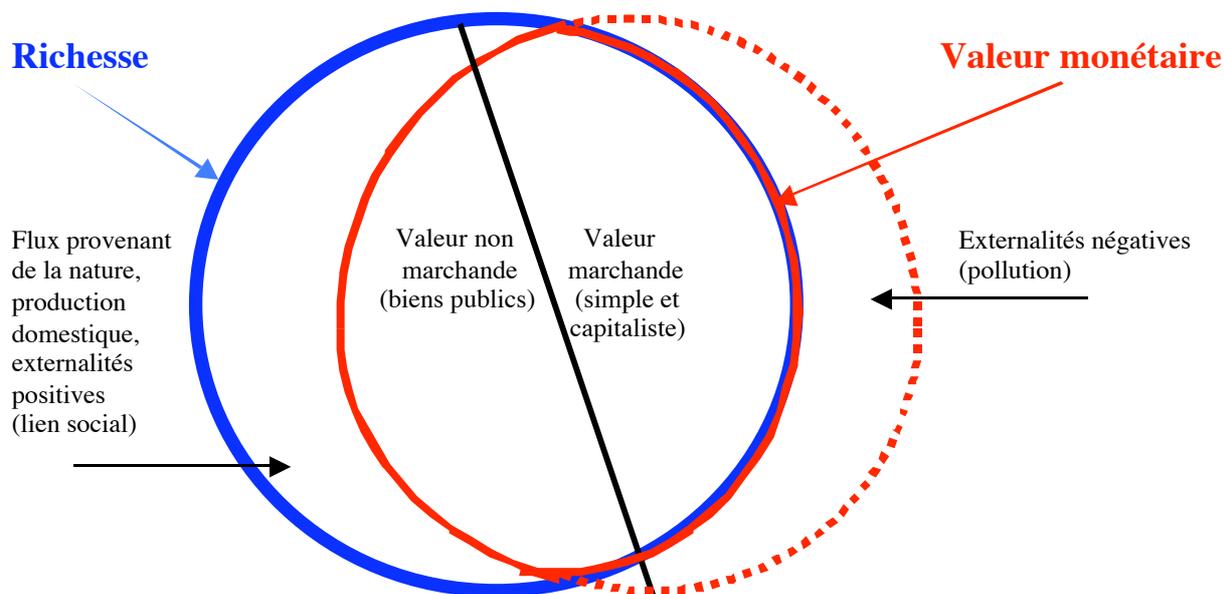
Beaucoup se demandent comment modifier le PIB qui ne peut l'être.<sup>37</sup> En somme, l'addition du PIB n'est pas fautive. Elle représente la valeur monétaire, une (petite) partie de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de donner de la valeur ; cependant, il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur marchande ni plus-value, mais ayant tout de même une valeur monétaire socialement reconnue, et, en outre, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail.

---

<sup>36</sup> . C'est ce point fondamental qui nous sépare à la fois des auteurs libéraux cherchant vainement une « valeur économique » de la nature [Harribey, 1997-a, 1998-a], et d'autres non libéraux ou écologistes, dont certains sont issus du marxisme, qui théorisent le revenu d'existence ou allocation universelle. Ainsi, Yann Moulier Boutang [2001, p.147] nous reproche d'avoir une « conception traditionnelle du travail directement productif ». La thèse développée ici essaie de montrer le contraire. Ce qui nous sépare des tenants de la thèse de la fin du travail productif dont André Gorz [1997], Michael Hardt et Antonio Negri [2000] et Y. Moulier Boutang sont représentatifs, c'est que nous continuons d'affirmer que seul le travail produit la valeur mais qu'il convient de distinguer celle qui grossit le capital et celle qui ne le grossit pas.

<sup>37</sup> . Cette conclusion n'invalide pas, bien au contraire, la recherche d'indicateurs complémentaires de bien-être, déconnectés du PIB au moins partiellement. Voir à ce sujet Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice [2003] et Jean Gadrey [2003].

Schéma 3 : Richesse et valeur



L'erreur serait de considérer le croissant de lune à droite du schéma 3 comme de la richesse. Une erreur inverse serait de vouloir marchandiser, voire monétiser, la richesse non économique symbolisée par le croissant de lune à gauche de ce schéma. Le fait que la sphère monétaire marchande et non marchande fonctionne en s'appuyant largement sur la sphère où ne se produisent que des valeurs d'usage (travail domestique pour contribuer à reproduire la force de travail par exemple) ou bien dans laquelle on puise allègrement (éléments naturels) n'implique pas la nécessité de monétariser et encore moins de marchandiser cette dernière. De plus, l'incorporation d'externalités positives non monétaires ne changerait rien à la quantité de valeurs d'usages engendrée par l'activité productive dans la sphère monétaire. Si l'on donnait arbitrairement une valeur économique à la photosynthèse réalisée par la lumière du soleil, ou bien si l'on versait un salaire maternel ou un revenu à l'individu qui « produit » du lien social dans son association, la marchandisation ferait un pas de plus parce que coïncideraient encore davantage valeur d'usage et valeur (monétaire), c'est-à-dire richesse et valeur, niant ainsi l'autonomie des « valeurs » philosophiques et politiques. La discussion quitterait alors le terrain économique pour se situer celui de la philosophie politique, à moins qu'il ne s'agisse d'un retour salutaire à l'économie politique et à sa critique.

La discussion sur la nature productive ou non du travail effectué dans les services non marchands nous a conduit à redéfinir ce qu'était la richesse sociale. Cette discussion est théorique mais son imbrication dans le champ politique est immédiate. Il resterait, et ce ne serait pas une mince affaire, à voir quelles conséquences on peut tirer d'une nouvelle conception du travail productif sur la situation de classe des travailleurs de la sphère non marchande.

Notre propos se limitait ici, en partant d'une définition aussi rigoureuse que possible du travail productif en relation avec la nature des rapports sociaux, à voir s'il était possible de réfuter logiquement la vision libérale des dépenses publiques considérées comme parasites et néfastes à la société et à tenter de fonder en théorie leur légitimité, dépassant ainsi également l'analyse marxiste traditionnelle trop restrictive. Cette relégitimation exige de revenir aux sources de l'économie politique et à sa critique fondamentale. Alors, la question de savoir si la marchandisation du monde est compatible avec l'émancipation humaine pourra être examinée sous un nouveau jour.

## Annexe 1 :

### L'idée de prélèvement préalable implique l'improductivité des activités collectives

Pour expliciter ce point, utilisons un schéma keynésien, puis un schéma marxien.

#### *1. Schéma keynésien*

Appelons :

$V$  les salaires versés par l'industrie capitaliste, supposés intégralement consommés,

$M$  les profits capitalistes, dont une part  $\alpha$  est réinvestie,  $\beta$  est consommée en biens provenant de l'industrie capitaliste,  $\gamma$  est prélevée sous forme d'impôt par l'Etat, avec  $\alpha + \beta + \gamma = 1$ ,

$V' = \gamma M$  les salaires versés par l'Etat,

$C_o$  et  $I$  respectivement les biens de consommation et d'investissement produits par l'industrie capitaliste.

Dans la problématique libérale, la valeur ajoutée nette (ou produit net) est alors :

$$C_o + I = V + \beta M + \alpha M + \gamma M = V + M$$

où l'intervention de l'Etat est supposée n'avoir aucune action sur le produit net.

Le dépassement de cette contradiction est proposé dans l'annexe 2.

#### *2. Schéma marxien*

Utilisons les schémas de la reproduction de Marx et intégrons-y une troisième section.

1 : section des biens de production ;

2 : section des biens de consommation marchands ;

3 : section des services non marchands dont on suppose pour l'instant que la production est financée par prélèvement obligatoire sur la plus-value capitaliste produite dans les sections 1 et 2.

En appelant  $C$  le capital constant,  $V$  le capital variable,  $M$  la plus-value,

$\alpha$  la part de la plus-value accumulée par les capitalistes,  $\beta$  la part de la plus-value consommée par les capitalistes,  $\gamma$  la part de la plus-value prélevée par l'Etat :  $\alpha + \beta + \gamma = 1$ ,

$\lambda$  la part des prélèvements utilisée par l'Etat à acheter des équipements, et  $\eta$  la part des prélèvements utilisée par l'Etat à verser des salaires :  $\gamma = \lambda + \eta$ ,

$O$  l'offre d'une section,  $D$  la demande s'adressant à une section.

Nous pouvons écrire les sept équations suivantes :

$$C_1 + V_1 + M_1 = O_1 \quad (1)$$

$$C_2 + V_2 + M_2 = O_2 \quad (2)$$

$$C_3 + V_3 = \gamma(M_1 + M_2) \quad (3)$$

$$C_1 + C_2 + C_3 + \alpha(M_1 + M_2) = D_1 \quad (4)$$

$$V_1 + V_2 + V_3 + \beta(M_1 + M_2) = D_2 \quad (5)$$

$$C_3 = \lambda(M_1 + M_2) \quad (6)$$

$$V_3 = \eta(M_1 + M_2) \quad (7)$$

Les équations (4) et (5) peuvent se réécrire en utilisant les équations (6) et (7) :

$$C_1 + C_2 + (\alpha + \lambda)(M_1 + M_2) = D_1$$

$$V_1 + V_2 + (\beta + \eta)(M_1 + M_2) = D_2$$

L'équilibre entre  $O_1$  et  $D_1$  implique :

$$C_1 + V_1 + M_1 = C_1 + C_2 + (\alpha + \lambda)(M_1 + M_2),$$

$$\text{c'est-à-dire : } V_1 + (1 - \alpha - \lambda) M_1 = C_2 + (\alpha + \lambda) M_2,$$

$$\text{ou encore : } V_1 + (\beta + \eta) M_1 = C_2 + (\alpha + \lambda) M_2 \quad (8)$$

L'équilibre entre  $O_2$  et  $D_2$  implique :

$$C_2 + V_2 + M_2 = V_1 + V_2 + (\beta + \eta)(M_1 + M_2),$$

$$\text{c'est-à-dire : } C_2 + (1 - \beta - \eta) M_2 = V_1 + (\beta + \eta) M_1,$$

$$\text{ou encore : } C_2 + (\alpha + \lambda) M_2 = V_1 + (\beta + \eta) M_1 \quad (9)$$

Les deux conditions d'équilibre (8) et (9) étant identiques, le système peut, semble-t-il se reproduire. Mais comment le secteur capitaliste, constitué de ses deux sections, pourrait-il se voir prélever une part de la plus-value, puisque cette part aurait besoin d'être déjà réalisée pour être éventuellement prélevée ? Le montant concerné  $\gamma(M_1 + M_2)$  ne peut être prélevé tant

qu'il n'a pas été réalisé. Cette contradiction interne au capital est insurmontable et elle est de même nature que celle qui porte sur la totalité de la plus-value : macroéconomiquement, le profit monétaire n'est pas possible sur la seule base des avances capitalistes.

L'anticipation de la production capitaliste et du profit par la création monétaire ne résout cependant pas la contradiction propre aux « prélèvements » pour la raison suivante. En effet, on remarque que, dans cette problématique, la valeur ajoutée nette (ou produit net) est la même qu'il n'y ait pas d'Etat ou qu'il y en ait un :  $V_1 + V_2 + M_1 + M_2$  (10)

Et on vérifie que du côté de la demande on retrouve bien le même montant :

- sans Etat :  $V_1 + V_2 + (\alpha + \beta)(M_1 + M_2) = V_1 + V_2 + M_1 + M_2$

- avec Etat :  $V_1 + V_2 + (\alpha + \beta + \gamma)(M_1 + M_2) = V_1 + V_2 + M_1 + M_2$

Le dépassement de cette contradiction est proposé dans l'annexe 2.

## Annexe 2

### Le principe de demande implicite anticipée

#### 1. Schéma keynésien

En reprenant les notations de l'annexe 1, et en désignant par  $\mu$  la part de tous les salaires prélevée par l'Etat, la proposition qui est faite ici est de mesurer par  $\mu (V + V') + \gamma M = V'$  la valeur monétaire non marchande des services rendus par les salariés de l'Etat et qui sont utilisés par les usagers (ménages et entreprises).

Alors, la valeur ajoutée nette est égale à :

$$Co + I + \mu (V + V') + \gamma M = (1 - \mu) (V + V') + \beta M + \alpha M + V' = V + V' + M.$$

La seule hypothèse nécessaire pour que  $V + V' + M$  soit supérieur à  $V + M$  et que cela ne soit pas qu'un simple transfert ajoutant du côté public ce que l'on a soustrait du côté privé, est que l'économie soit en sous-emploi et que des capacités productives soient donc disponibles.

#### 2. Schéma marxien

Reprenons les schémas de la reproduction en y intégrant l'Etat obéissant cette fois à une logique d'anticipation des besoins collectifs. Appelons  $\gamma$  la part de la plus-value des deux sections capitalistes que l'Etat prélèvera (avec  $\alpha + \beta + \gamma = 1$ ) et  $\mu$  la part des salaires qu'il prélèvera également.

$$C_1 + V_1 + M_1 = O_1 \quad (11)$$

$$C_2 + V_2 + M_2 = O_2 \quad (12)$$

$$C_3 + V_3 = O_3 \quad (13)$$

$$C_1 + C_2 + C_3 + \alpha(M_1 + M_2) = D_1 \quad (14)$$

$$(1 - \mu)(V_1 + V_2 + V_3) + \beta(M_1 + M_2) = D_2 \quad (15)$$

$$\mu (V_1 + V_2 + V_3) + \gamma(M_1 + M_2) = D_3 \quad (16)$$

Ces équations peuvent être représentées graphiquement sous la forme d'un circuit équilibré (schéma 4).

L'équilibre entre  $O_1$  et  $D_1$  implique :

$$C_1 + V_1 + M_1 = C_1 + C_2 + C_3 + \alpha(M_1 + M_2)$$

$$\text{c'est-à-dire : } V_1 + (1 - \alpha)M_1 = C_2 + C_3 + \alpha M_2 \quad (17)$$

L'équilibre entre  $O_2$  et  $D_2$  implique :

$$C_2 + V_2 + M_2 = (1 - \mu)(V_1 + V_2 + V_3) + \beta(M_1 + M_2)$$

$$\text{c'est-à-dire : } C_2 + (1 - \beta)M_2 = V_1 + V_3 - \mu(V_1 + V_2 + V_3) + \beta M_1 \quad (18)$$

L'équilibre entre  $O_3$  et  $D_3$  implique :

$$C_3 + V_3 = \mu(V_1 + V_2 + V_3) + \gamma(M_1 + M_2) \quad (19)$$

Portons (19) dans (18) :

$$C_2 + (1 - \beta)M_2 = V_1 + \mu(V_1 + V_2 + V_3) + \gamma(M_1 + M_2) - C_3 - \mu(V_1 + V_2 + V_3) + \beta M_1$$

$$\text{c'est-à-dire : } C_2 + C_3 + (1 - \beta - \gamma)M_2 = V_1 + (\beta + \gamma)M_1$$

$$\text{ou encore : } C_2 + C_3 + \alpha M_2 = V_1 + (1 - \alpha)M_1 \quad (20)$$

Maintenant, la valeur ajoutée nette (produit net) est égale à :

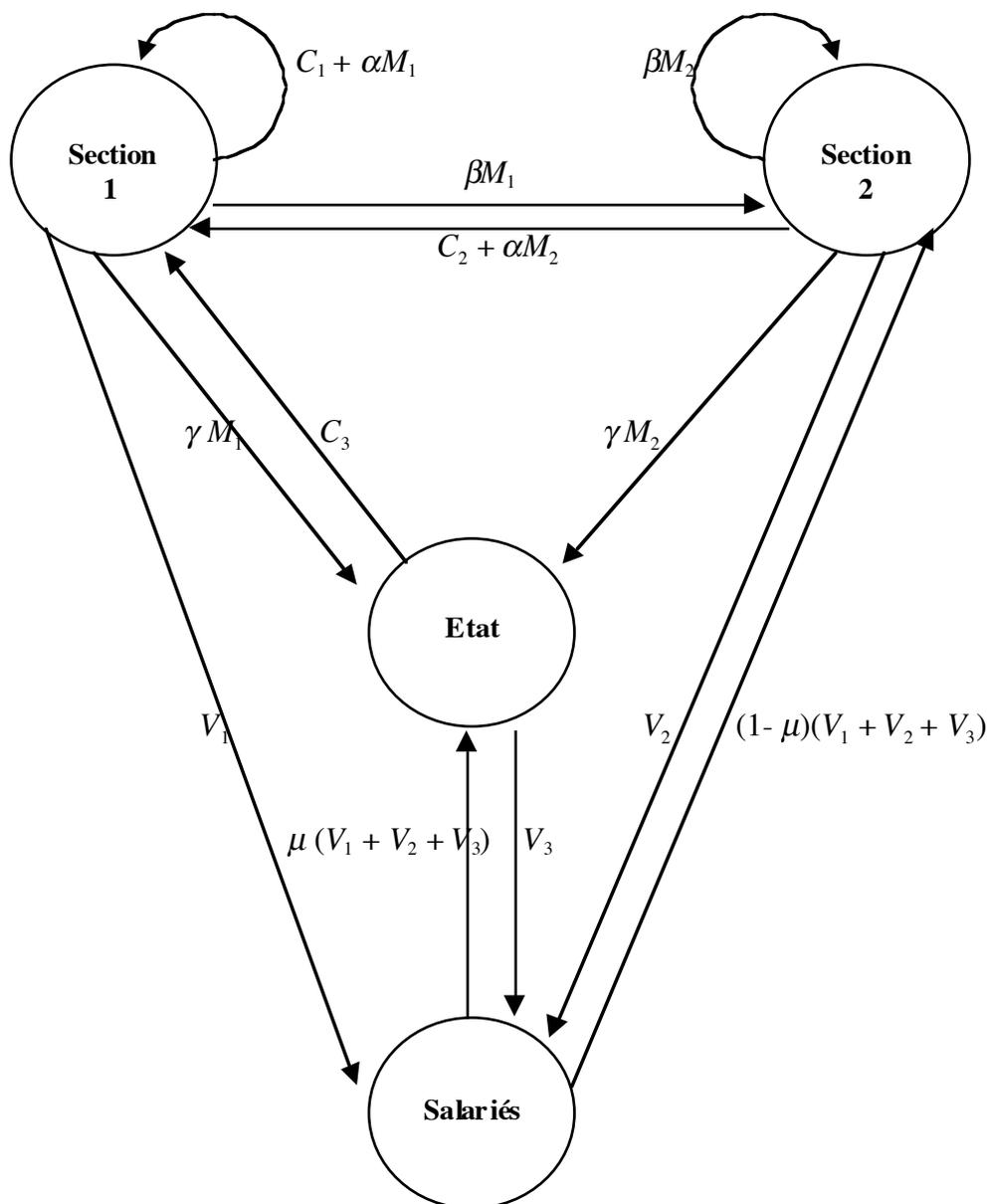
$$V_1 + V_2 + V_3 + M_1 + M_2 \quad (21)$$

Résultat que l'on retrouve du côté de la demande :

$$(1 - \mu)(V_1 + V_2 + V_3) + \mu(V_1 + V_2 + V_3) + (\alpha + \beta + \gamma)(M_1 + M_2) = V_1 + V_2 + V_3 + M_1 + M_2$$

Les conditions (17) et (20) sont identiques. Le système est en équilibre et peut se reproduire à condition que la création monétaire anticipe le profit capitaliste et la production publique non marchande. D'un point de vue logique, il n'est donc pas besoin que l'activité capitaliste finance préalablement les dépenses publiques. Celles-ci sont impulsées monétairement et l'équilibre des comptes publics se fait *a posteriori*.

## Schéma 4 : le circuit capitaliste



Ce schéma 4 formalise le schéma 2 figurant dans le texte principal.

Pour chaque pôle du schéma l'équilibre emplois-ressources est respecté :

- Section 1 : Emplois ( $C_1 + \alpha M_1 + \beta M_1 + V_1 + \gamma M_1$ ) = Ressources ( $C_1 + \alpha M_1 + C_2 + \alpha M_2 + C_3$ )
- Section 2 : Emplois ( $\beta M_2 + C_2 + \alpha M_2 + V_2 + \gamma M_2$ ) = Ressources ( $\beta M_2 + \beta M_1 + (1 - \mu)(V_1 + V_2 + V_3)$ )
- Etat : Emplois ( $C_3 + V_3$ ) = Ressources ( $\gamma M_1 + \gamma M_2 + \mu(V_1 + V_2 + V_3)$ )
- Salariés : Emplois ( $\mu(V_1 + V_2 + V_3) + (1 - \mu)(V_1 + V_2 + V_3)$ ) = Ressources ( $V_1 + V_2 + V_3$ )

## Bibliographie

Barrère A. [1990], « Signification générale du circuit : une interprétation », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, p. 9-34.

Bidet J. [2002], « L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu, Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-bidet.pdf>.

[2004], *Explication et reconstruction du Capital*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation.

Bougrine H., Seccareccia M. [2003], « Le rôle des impôts dans l'économie nationale », in Piégay P., Rochon L.P. (sous la dir. de) [2003], *Théories monétaires post-keynésiennes*, Paris, Economica, p. 162-176.

Bousseyrol M. [2000], *Introduction à l'œuvre de Keynes*, Paris, Ellipses.

Combemale P. [1999], *Introduction à Keynes*, Paris, La Découverte.

Combemale P., Quilès J.J. [1990], *L'économie par le circuit, comprendre la macroéconomie*, Paris, Nathan.

Davidson P. [1978], *Money and the real world*, London, Mac Milan.

Delaunay J.C., Gadrey J. [1979, 1984], *Nouveau cours d'économie politique*, Paris, Cujas, 2 tomes.

Engels F. [1971], *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, 1884, Paris, Ed. sociales.

Ferrette J. [2002], « Notes pour la détermination de la situation de classe des travailleurs enseignants », *La Revue de Sud-Education*, n° 2, octobre.

Friot B. [2001], « Le salaire universel », *Ecorev, Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre-hiver, p. 29-33.

Gadrey J. [2003], « Des outils d'évaluation alternatifs pour une économie morale de la richesse », *Economies et Sociétés*, Hors-série, n° 39, 6, p. 1099-1109.

Gadrey J., Jany-Catrice F. [2003], *Les indicateurs de richesse et de développement, Un bilan international en vue d'une initiative française*, Rapport de recherche pour la DARES, mars, <http://www.travail.gouv.fr/etudes/pdf/indicateurs.pdf>.

Gautier-Sauvagnac D. [2004], « Choisir l'emploi ou s'accommoder du chômage ? », *Le Figaro*, 23 et 24 octobre.

Gorz A. [1997], *Misères du présent, Richesse du possible*, Paris, Galilée.

Graziani A. [1990], « The theory of the monetary circuit », *Economies et sociétés*, Vol. XXIV, n° 2, Série « Monnaie et production », n° 7, ISMEA, p. 7-36.

Haavelmo T. [1945], « Multipliers effects of a balanced budget », *Econometrica*, vol. 13, octobre, p. 311-318.

Hardt M., Negri A. [2000], *Empire*, Paris, Exils Editeur.

Harribey J.M. [1997-a], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.

[1997-b], « Eléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/egalite.pdf>.

[1998-a], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.

[1998-b], « Marx : des prix de production au circuit monétaire », in Bidard C., Hendaoui A., Poulon F. (sous la direction de), *Keynes et Sraffa, recherche de passerelles*, Paris, Cujas, p. 157-176.

[2000], « Retour sur la "source" du profit », *Documents pour l'Enseignement Economique et Social*, n° 119, mars, p. 39-54.

[2001-a], « Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue africaine des sciences économiques et de gestion*, Vol. III, n° 1, janvier-juin, p. 3-38.

[2001-b], « La financiarisation du capitalisme et la captation de valeur », in Delaunay J.C., *Capitalisme contemporain : questions de fond*, Paris, L'Harmattan, p. 68-111.

[2002], *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2<sup>e</sup> éd. 2004.

[2004], « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, Paris, PUF, 2<sup>nd</sup> semestre, p. 151-180.

Herland M. [1977], « A propos de la définition du travail productif, Une incursion chez les grands anciens », *Revue économique*, Vol. XXVIII, n° 1, janvier, p. 109-133.

[1991], *Keynes et la macroéconomie*, Paris, Economica.

Kalecki M. [1966], *Théorie de la dynamique économique, Essai sur les variations cycliques et à long terme de l'économie capitaliste*, Paris, Gauthier-Villars.

[1971], *Selected essays on the dynamics of capitalist economies*, Cambridge, Cambridge University Press.

Keynes J.M. [1969], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot.

[1971], « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », 1930, in *Essais sur la monnaie et l'économie, Les cris de Cassandra*, Paris, Payot, p.127-141.

Lavoie M. [1987], « Monnaie et production : une synthèse de la théorie du circuit », *Economies et Sociétés*, Vol. XXI, n° 9, Série « Monnaie et production », n° 4, ISMEA, p. 65-101.

Luxemburg R. [1972], *L'accumulation du capital*, Paris, F. Maspero.

Marx K. [1965-a], *Le Capital, Livre I*, 1867, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.

[1965-b], *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, 1875, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.

[1968-a], *Le Capital, Livre II*, 1885, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1968-b], *Principes d'une critique de l'économie politique*, 1857-1858, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1968-c], *Matériaux pour l'économie*, 1861-1865, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1968-d], *Le Capital, Livre III*, 1894, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1974, 1975, 1976], *Théories sur la plus-value*, Paris, Ed. Sociales, tomes I, II et III.

Méda D. [1999], *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier.

[2001], « Quelques notes pour en finir (vraiment) avec la "fin du travail" », *Revue du MAUSS semestrielle*, « travailler est-il (bien) naturel ? Le travail après la "fin du travail" », n° 18, 2° semestre, p. 71-78.

Moulier Boutang Y. [1998], *De l'esclavage au salariat, Economie historique du salariat bridé*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation.

[2001], « Le revenu social garanti et la grande transformation du travail : en deçà ou au-delà du régime salarial ? », in Terrier J., Poltier H., *Vers de nouvelles dominations dans le travail ? Sur le sens de la crise*, Lausanne, Payot, p. 125-152.

Orio L., Quilès J.J. [1993], *L'économie keynésienne, un projet radical*, Paris, Nathan.

Parguez A. [1990], « Le mythe du déficit au regard de la théorie du circuit », *Economies et sociétés*, Vol. XXIV, n° 2, Série « Monnaie et production », n° 6, ISMEA, p. 129-140, reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 2208, 16 janvier 1991.

[2003], « Monnaie et capitalisme : la théorie générale du circuit », in Piégay P., Rochon L.P. (sous la dir. de) [2003], *Théories monétaires post-keynésiennes*, Paris, Economica, p. 129-142.

Piégay P., Rochon L.P. (sous la dir. de) [2003], *Théories monétaires post-keynésiennes*, Paris, Economica.

Poulantzas N. [1974], *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil.

Poulon F. [1982], *Macroéconomie approfondie, Equilibre, déséquilibre, circuit*, Paris, Cujas.

[1996], *Economie générale*, Paris, Dunod, 3° éd.

Salama P., Valier J. [1973], *Une introduction à l'économie politique*, Paris, F. Maspero.

Schumpeter J.A., [1934], *Théorie de l'évolution économique*, 1912, Paris, Dalloz.

Smith A. [1991], *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 2 tomes.

Vanoli A. [2002], *Une histoire de la comptabilité nationale*, Paris, La Découverte.

Ventelou B. [2001], *Au-delà de la rareté, La croissance économique comme construction sociale*, Paris, A. Michel.

Viveret P. [2003], *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube.

Zerbato M. [1988], « Une économie mondiale d'endettement appelle-t-elle un nouveau système monétaire international ? », *Economies et Sociétés*, vol. XXII, n° 6-7, Hors Série n° 30, p. 181-197.

[1988], « Circuit keynésien et circuit marxiste », *Documents pour l'enseignement économique et social*, C.N.D.P., n° 73, octobre, p. 22-25.

[1989], « Bouclage monétaire du circuit et austérité », *Economie appliquée*, tome XLII, n° 1, p. 91-113.

[1990], « Intérêt, profit et bouclage monétaire du circuit », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, p. 97-106.